

Les discours européens actuels sur l'agriculture et le commerce se concentrent sur les « mesures miroirs » qui visent à ce que certaines normes européennes de production essentielles en matière sanitaire et environnementale s'appliquent aux produits importés dans le marché européen.

Depuis que la France préside le Conseil de l'UE (de janvier à fin juin 2022), les mesures miroir sont un sujet de travail et de discussion chaque mois plus intense dans les sphères politiques européennes.

Dans cette analyse, nous examinons leurs effets potentiels - positifs et négatifs - sur l'écosystème, la santé, les conditions de vie et de travail pour les femmes, les hommes et le bien-être animal, en Europe et ailleurs.

1. Le commerce international est loin d'être équitable

Aujourd'hui, lorsqu'un produit agricole arrive sur le marché européen, il doit être conforme aux normes européennes concernant le produit fini. On contrôle le produit à son arrivée dans un port ou un aéroport européen. Mais on ne contrôle pas la méthode et les procédés de production du produit, les normes européennes de production agricole n'étant pas applicables aux partenaires commerciaux de l'UE¹.

Par exemple, si l'Europe a adopté de nombreuses réglementations en matière d'alimentation animale, de bien-être animal et de traçabilité, seule la réglementation interdisant le recours aux hormones de croissance s'applique à ce jour aux produits animaux importés. Par conséquent, les exportateurs de viande vers l'UE peuvent utiliser des farines animales dans l'alimentation des bovins, des antibiotiques comme activateurs de croissance des bovins et le temps de transport des animaux n'est pas limité. La lentille canadienne, par exemple, est exportée en Europe. Or, au Canada, on peut utiliser des produits et substances interdits en Europe².

« L'Union européenne importe des denrées alimentaires issues de pratiques interdites en Europe et cela en toute légalité. »

Fondation pour la Nature et l'Homme, novembre 2021

« Il faut sortir de l'hypocrisie du commerce international. On ne peut pas accepter que soient importés des produits dont la production ne serait pas autorisée chez nous. »

Julien Denormandie, ancien ministre français de l'agriculture, septembre 2021¹

Le débat actuel sur les mesures miroirs est centré sur cette incohérence. Imposer une mesure miroir pourrait-il supprimer cette différence de traitement ? Et améliorer le sort des paysannes et des paysans du Sud et de l'UE ?

2. De la société civile à la Commission européenne

L'idée des mesures miroirs serait de faire en sorte que certaines normes européennes essentielles de production en matière sanitaire et environnementale s'appliquent aussi aux produits importés. **Il s'agirait d'aboutir, in fine, à une relative uniformité des standards de production entre les produits européens et les produits importés pour protéger l'environnement, les producteurs, les riverains et les consommateurs**, où qu'ils en soient.

¹ <https://www.veblen-institute.org/IMG/pdf/tt-rapport-mondialisation-mars-2021-2.pdf>

² <https://www.veblen-institute.org/IMG/pdf/tt-rapport-mondialisation-mars-2021-2.pdf>